



**COUNCIL OF  
THE EUROPEAN UNION**

**Brussels, 26 September 2011**

**14715/11**

**COPEN 252  
EUROJUST 151  
EJN 127**

**NOTE**

---

from:	Presidency
to:	Working Party on Cooperation in Criminal Matters (CCM)
No Cion. doc.:	8977/11 COPEN 81 EUROJUST 57 EJN 45
Subject:	Report from the Commission to the European Parliament and the Council on the implementation since 2007 of the Council Framework Decision of 13 June 2002 on the European arrest warrant and the surrender procedures between Member States - Comments from delegations

---

Delegations will find attached delegations' comments on the Commission report contained in document 8977/11 COPEN 81 EUROJUST 57 EJN 45.

## TABLE OF CONTENT

FRANCE	3
MALTA	13

---

## FRANCE

## NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

**Objet :** rapport de la Commission sur la mise en œuvre, depuis 2007, de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Suite à la demande formulée par la Présidence dans sa communication CM 3630/11 en date du 24 juin 2011, les autorités françaises souhaitent indiquer les observations suivantes sur le rapport de la Commission sur la mise en œuvre, depuis 2007, de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (document 8977/11 COPEN 81 + ADD 1) :

- Contrairement à ce qui est indiqué dans la partie I de l'annexe (page 5), l'exception au principe de spécialité prévue à l'article 27 §3 c) de la décision-cadre a été transposée à l'article 695-18 5° du Code de procédure pénale.
- La loi française ne contient aucune disposition sur les remises accessoires, que la France soit Etat d'émission ou d'exécution.

- Concernant la possibilité d'accepter un mandat d'arrêt européen dans une autre langue que celle de l'Etat d'exécution (partie II de l'annexe, page 9), les autorités françaises rappellent que sur ce point, la législation française, qui prévoit que le mandat d'arrêt européen doit être adressé avec une traduction en français, est conforme aux dispositions de la décision cadre. Par ailleurs, cette exigence de traduction ne paraît pas avoir été à l'origine de difficultés particulières dans l'exécution de mandats d'arrêt européens par la France. Enfin, si la France acceptait des mandats d'arrêt européens dans une autre langue que le français, cela impliquerait soit la possibilité pour les juridictions françaises de conduire une procédure sur la base d'un document non traduit, ce qui serait contraire aux exigences du droit français, soit de faire peser sur la France des exigences particulièrement lourdes de traduction. Il convient à cet égard de rappeler que le ministère de la Justice et des Libertés a mis en place un dispositif permettant d'assurer une traduction des mandats d'arrêt émis par la France dans l'ensemble des langues officielles de l'Union Européenne.

- Enfin, en réponse au tableau sur les recommandations faites à la France en partie VII de l'annexe (page 75), les autorités françaises joignent ci-après un tableau mis à jour, récapitulant les dispositions prises suite aux recommandations du rapport d'évaluation sur la France :

<b>Recommandations du rapport sur la France (9972/2/07 REV 2 CRIMORG 95)</b>	<b>Dispositions prises par la France</b>
Dispositions nouvelles postérieures aux recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- loi du 12 mai 2009</li> <li>- circulaire du 13 juillet 2009 présentant la loi du 12 mai 2009</li> <li>- circulaire du 20 juillet 2009 sur les dispositions pratiques relatives au mandat d'arrêt européen</li> <li>- loi du 14 avril 2011</li> <li>- circulaire du 31 mai 2011 présentant la loi du 14 avril 2011</li> </ul>

<p>1- Envisager la possibilité de poursuivre, dans le respect de l'autonomie d'appréciation des situations individuelles, une politique d'exécution des peines raisonnablement homogène afin d'assurer une uniformité de traitement.</p>	<p>Les circulaires du 11 mars 2004 et du 20 juillet 2009 donnent des conseils aux juridictions, notamment sur le seuil de peine à retenir pour l'émission d'un mandat d'arrêt européen aux fins d'exécution de peine (1 an d'emprisonnement à exécuter). De la même façon, le Ministère de la Justice et des Libertés a indiqué aux autorités judiciaires qu'il n'est pas préconisé d'émettre des mandats d'arrêt européens sur le fondement de condamnations prononcées par défaut et non assorties d'un mandat d'arrêt. Des formations sur le mandat d'arrêt européen sont par ailleurs régulièrement effectuées par le Ministère de la Justice et des Libertés (Bureau de l'entraide pénale internationale - BEPI) au sein des Cours d'appel.</p>
--	--

<p>2 - S'en tenir, dès que possible, aux prescriptions de la décision cadre relatives au formulaire standard, en évitant d'introduire des pratiques avalisant des exigences juridiques particulières requises par certains états, mais qui ne sont pas prévues par la décision cadre et qui vont au delà du principe de reconnaissance mutuelle.</p>	<p>Le Ministère de la Justice et des Libertés a supprimé le formulaire britannique de mandat d'arrêt européen qui avait été mis en ligne sur le site du BEPI. Il est par ailleurs rappelé aux juridictions, dans le cadre des formations, que le formulaire de mandat d'arrêt européen ne doit pas être modifié. En outre, il existe des conseils de rédactions, disponibles en ligne sur le site du BEPI, sur le mandat d'arrêt européen et sur les spécificités des mandats d'arrêt européens adressés aux autorités britanniques. Enfin, un guide sur le mandat d'arrêt européen et l'extradition a été élaboré et mis en ligne sur le site du BEPI. Il comporte une description de la procédure, des questions pratiques et de la jurisprudence.</p>
--	--

<p>3 - Exploiter au maximum le potentiel des outils d'appui à la disposition des magistrats pour faciliter l'application du MAE, notamment en soignant la mise à jour de la circulaire ministérielle, en diffusant une version consolidée de ladite circulaire et en mettant à jour le site Intranet du BEPI à la lumière de l'évolution jurisprudentielle en la matière. Prévoir une section, sur le site Intranet, incluant la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne. Encourager la régularité des réunions du groupe de suivi et diffuser les résultats des discussions à toutes les juridictions nationales ainsi qu'aux conseils de l'ordre des barreaux d'avocats intéressés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux circulaires ont été émises en juillet 2009 ;</li> <li>- Un guide sur la remise des personnes (mandat d'arrêt européen et extradition) a été élaboré et mis en ligne sur le site intranet. Il comporte une description de la procédure, des questions pratiques et de la jurisprudence ;</li> <li>- Une nouvelle circulaire a été émise le 31 mai 2011 afin de présenter la nouvelle loi du 14 avril 2011 ;</li> <li>- Le site intranet est mis à jour tous les mois ;</li> <li>- Le site intranet comporte une synthèse de la jurisprudence de la Cour de cassation relative au mandat d'arrêt européen ainsi que de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne ;</li> <li>- Tous les nouveaux documents mis en ligne sont également adressés aux points de contact régionaux du Réseau Judiciaire Européen sur une liste de discussion nationale prévue à cet effet.</li> </ul>
---	--

<p>4 - Améliorer le système de récolte des informations au niveau du Ministère de la Justice concernant les MAE traités directement par les autorités judiciaires françaises.</p>	<p>Une boîte mail structurelle a été créée à la Mission Justice (service du Ministère de la Justice et des Libertés chargé de la validation, avant la diffusion, des mandats d'arrêt européens français destinés à l'étranger) en juillet 2009 (circulaire du 20 juillet 2009).</p> <p>Par ailleurs, les rapports d'exécution des mandats d'arrêt européens sont adressés au Ministère de la Justice et des Libertés (BEPI) par courriel. Ces données sont enregistrées au sein de ce service.</p>
<p>6 – Envisager la possibilité de modifier ou de clarifier les dispositions du code de procédure pénale concernant les modalités (acceptation du MAE sous une autre forme que celle de l'original ou de la copie certifiée conforme à l'original) et le délai de réception d'un MAE (règle des 6 jours) ainsi que prévu par la jurisprudence de la Cour de Cassation.</p>	<p>Le guide de remise des personnes (MAE et extradition), qui a été élaboré par le Ministère de la Justice et des Libertés, présente une analyse selon laquelle, comme l'a indiqué la Cour de cassation dans un arrêt du 25 janvier 2006, la Cour d'appel chargée de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen peut statuer sur le fondement d'un fax dès lors qu'il n'y a pas de doute sur l'authenticité du document. Les Cours d'appel acceptent en règle générale de statuer sur la base d'un fax.</p> <p>Par ailleurs, un tableau récapitulatif sur les délais et modes de transmission des mandats d'arrêt européens au sein des 27 pays de l'UE a été élaboré et mis en ligne sur le site intranet du BEPI (document <a href="#">8858/10 COPEN 105</a>).</p>



<p>7 – S’en tenir aux informations fournies par l’autorité judiciaire émettrice dans le formulaire du MAE, en évitant, dans la mesure du possible, des demandes sur le fond du dossier, qui risquent de constituer une ingérence dans la procédure pénale en cours dans l’Etat d’émission, comme conséquence possible le risque de refus de remise aux autorités requérantes de la personne recherchée.</p>	<p>Plusieurs arrêts de la Cour de cassation sont venus clarifier la nature du contrôle devant être effectué par l’autorité judiciaire d’exécution.</p>
<p>8 – Encourager la coordination entre les autorités françaises intervenantes dans la procédure d'exécution d'un MAE afin de limiter la multiplication et la quantité de demandes d'informations complémentaires à l'autorité d'émission.</p>	<p>La Mission Justice (service spécialisé du Ministère de la Justice notamment compétent en matière de mandat d’arrêt européen) et le Bureau de l’Entraide pénale Internationale (BEPI) assurent le suivi et la coordination des procédures de mandat d’arrêt européen, notamment en cas de difficultés, afin d’apporter une expertise technique aux juridictions.</p>

<p>9 – Envisager la modification des dispositions du code de procédure pénale relatives à l'exécution d'un MAE afin d'attribuer au Procureur Général la possibilité de placer également sous contrôle judiciaire.</p>	<p>Depuis la loi du 12 mai 2009, le procureur général peut placer la personne recherchée sous contrôle judiciaire (articles 138 et 695-28 du Code de procédure pénale). Depuis la loi du 14 avril 2011, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2011, c'est désormais un magistrat du siège (premier président de la Cour d'appel ou conseiller de la Cour d'appel désigné par lui) qui a la possibilité d'ordonner une mesure de contrainte : écrou extraditionnel, contrôle judiciaire ou encore, depuis la loi du 14 avril 2011, assignation à résidence sous surveillance électronique (article 142-5 du Code de procédure pénale) et non plus le procureur général, qui est néanmoins chargé de notifier le mandat d'arrêt européen.</p>
---	--

<p>10 - Clarifier et délimiter précisément les compétences du Procureur Général et de la Chambre de l'instruction en matière de sursis à la remise pour raisons humanitaires sérieuses.</p>	<p>La Cour de Cassation est venue préciser dans un arrêt du 29 novembre 2006 qu'il se déduit des dispositions du premier alinéa de l'article 695-38 du Code de procédure pénale qu'après avoir statué sur l'exécution du mandat d'arrêt européen, la Chambre de l'instruction, qui ordonne qu'il soit sursis à son exécution pour des raisons humanitaires sérieuses, a seule compétence pour fixer le délai dans lequel le mandat ne pourra être exécuté, le procureur général ne pouvant, qu'à l'issue du délai ainsi fixé, convenir d'une date de remise avec l'autorité judiciaire d'émission dans les conditions fixées par l'alinéa 2.</p>
<p>13 - Poursuivre le projet de modification de l'article 695-46 du code de procédure pénale en ce qui concerne la spécialité.</p>	<p>L'article 695-46 du Code de procédure pénale a été modifié par la loi du 12 mai 2009 et est désormais en conformité avec l'article 27 §3 g) de la décision-cadre.</p>
<p>14 - Uniformiser la pratique de l'extension de la remise en procédant à un amendement de l'article 695-46 du code de procédure pénale.</p>	

<p>15 - Clarifier, au niveau national, la disposition applicable à la remise temporaire.</p>	<p>Le guide sur la remise des personnes (MAE et extradition) comporte en annexe une note sur la remise temporaire précisant que, en matière de MAE, l'accord de remise temporaire est traité directement de juridiction à juridiction, sans intervention du Ministère de la Justice et des Libertés. Il est par ailleurs rappelé que la personne est, dans ce cadre, détenue pour le compte des autorités étrangères.</p>
<p>16 - Modifier le code de procédure pénale de manière à introduire un pouvoir coercitif permettant de garantir la remise effective de la personne recherchée aux autorités requérantes.</p>	<p>Les articles 695-26 et 695-37 du Code de procédure pénale ont été complétés par la loi du 12 mai 2009 qui introduit la possibilité pour les services de police chargés de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen d'user de mesures coercitives (interceptions téléphoniques, perquisition...). Depuis la loi du 14 mars 2011 l'article 134 du Code de procédure pénale a été complété afin de permettre aux services de police chargés de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen d'entrer au domicile de la personne.</p>
<p>17 - Prendre les mesures nécessaires pour garantir, dans la pratique, la possibilité pour les avocats d'accéder aux informations concernant le MAE en temps utile aux fins de garantir au mieux une défense effective de leur mandant.</p>	<p>Plusieurs décisions de la Cour de cassation sont venues préciser les conditions dans lesquelles doivent s'exercer les droits de la défense.</p>

## MALTA

With respect to page 5, Section 3, the Maltese delegation wishes the deletion of Malta from the list of Member States having not amended their respective legislations.

*Justification: Malta has made numerous amendments to its national legislation, the aim of which was to continuously bring Maltese law in line with the provisions of this Framework Decision. The required amendments have been introduced by means of Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN320/04 (as amended by LN224/06, LN275/07, LN367/07, LN390/07, LN396/07, LN278/08 and LN123/10), and LN289/05 and LN72/07 consolidated). It is considered that the positive evaluation report received by Malta is a clear evidence of Malta's effort to transpose this Framework Decision, and therefore, reference to Malta (MT) in the above paragraph should be deleted.*

With respect to page 3, Part I of the Commission Staff Working Document accompanying the Report and contained in document 8977/11 COPEN 81 EUROJUST 57 EJM 45 ADD 1, the Maltese delegation wishes the deletion of Malta from the list of Member States having not amended their respective legislations.

*Justification: Malta has made numerous amendments to its' national legislation; the aim of which was to continuously bring the law in line with the provisions of this Framework Decision. The required amendments have been introduced by means of Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN320/04, as amended by LN224/06, LN275/07, LN367/07, LN390/07, LN396/07, LN278/08 and LN123/10), as well as by means of Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN 289/05) and Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN72/07).*

With respect to page 11, footnote 14, of the Commission Staff Working Document accompanying the Report and contained in document 8977/11 COPEN 81 EUROJUST 57 EJM 45 ADD 1, Maltese delegation wishes to make the following comment:

*Comment: Under Maltese law, whilst a person under the age of 9 is doli incapax, a person aged between 9 and 14 can be held liable only if deemed to have acted with mischievous discretion. This is provided for in Article 35 of the Criminal Code (Cap. 9) which reads as follows:*

*(1) Minors under nine years of age shall be exempt from criminal responsibility for any act or omission.*

*(2) Minors under fourteen years of age shall likewise be exempt from criminal responsibility for any act or omission done without mischievous discretion.*

*Therefore, the above paragraph should be amended accordingly.*

With respect to table 18, Part VIII, of the Commission Staff Working Document accompanying the Report and contained in document 8977/11 COPEN 81 EUROJUST 57 EJM 45 ADD 1, Maltese delegation wishes to make the following comments:

## 18. MALTA

Recommendations EAW report 19-6-2008 (9617/2/08 REV 2 CRIMORG 75)	Follow up report 21-7-2009
	No further legislative measure adopted since 1 April 2007. Guidelines for the Police on issuing and executing EAWs have been produced and were submitted to the Evaluators in 2008.
1 - It is recommended that the Maltese authorities take care to ensure, in accordance with the current practice, that the execution of EAW and SIS alerts and the consequent arrest of persons is not delayed because of the certification by the AG (see 7.3.1.1).	<u><i>Comment: It should be noted that the system in place in Malta guarantees that certification takes place forthwith. This is evidenced by the speed with which an EAW/Alert is executed following receipt and localisation of the wanted person.</i></u>

<p>2 - Adopt a flexible approach in those cases of provisional arrest, where a SIS alert has not been issued, as regards the 48 hour time-limit for receiving a translated EAW: the discharge of the person solely because of the lack of a translated EAW should be avoided. The receipt of an EAW in the language of the issuing State should be taken into consideration to avoid jeopardizing the execution procedure and every attempt should be made to obtain the information required by the law within 48 hours by other means (direct contacts with issuing authorities, recourse to Eurojust), while respecting the defendant's rights (see 7.3.1.3).</p>	<p><u>Comment: It should be noted that since SIS alerts are transmitted in English coupled by the fact that Malta accepts EAWs also in the English language no problems have ever arisen in this respect. Moreover Article 6A (2) of the Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN 320/04 (as amended by LN 224/06, LN 275/07, LN 367/07, LN 390/07, LN 396/07, LN 278/08 and LN 123/10), and LN 289/05 and LN 72/2007 consolidated), provides that the alert shall be deemed to be a Part II warrant issued by the authority pending the receipt of the original in due and proper form. Furthermore, the fact that officials working within the unit receiving and prosecuting requests for legal assistance and EAWs (together with police officials in the SIRENE Bureau) are members of Eurojust and the European Judicial Network (EJN), continues to ensure that the persons dealing with these requests have prompt recourse and access to channels and means destined to enhance mutual legal cooperation.</u></p>
--	--

<p>3 - Envisage addressing the issue of grounds for non-recognition in the light of the spirit of mutual recognition and mutual trust in order to have a position closely in line with the Framework Decision. In particular, consider amending the implementing legislation as regards the transposition of Article 4.7(a) of the Framework Decision, so as to make it an optional ground for refusal (see 7.3.1.4). 'extraneous considerations' and 'prescription'</p>	<p><u>Comment: It should be noted that by means of Extradition (Designated Foreign Countries) Order 2008 (LN 278/08) the previous Article 15 on extraneous considerations was deleted.</u></p> <p><u>Article 15 used to read as follows:</u></p> <p><u><b>15. A person's return to a scheduled country is barred by reason of extraneous considerations if, and only if, it appears to the court that the request for his return is being made for any purpose mentioned in article 10(1)(b) of the relevant Act or that any of the considerations mentioned in article 10(1)(c) of the same Act apply in his regard.</b></u></p>
<p>4 - Consider the possibility, at least in cases where there are manifest and objective grounds for refusal, of anticipating the Magistrate's intervention to raise the invalidity of the EAW's request with a view to avoiding the arrest. An amendment to the implementing law should be envisaged (see 7.3.1.5).</p>	<p><u>Comment: Please be informed that the certification issued by the Attorney General (a judicial authority) serves this purpose. Once manifest grounds exist – provided they are readily apparent before arrest takes place – no certification will take place, hence preventing arrest. The issuing authority would be informed immediately in order to obtain any clarification needed which could overturn a decision not to execute the EAW/alert. Nevertheless decisions to be taken in the extradition hearing will necessarily be incumbent on the Magistrate.</u></p>



<p>5 - Consider measures to prevent domestic national appeals before the Constitutional Court from hindering the surrender of requested persons within the time-limits provided for by the Framework Decision (see 7.3.1.6).</p>	<p><u>Comments: It should be noted that Articles 27A, 32A, 33(3) of the Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN320/04 (as amended by LN224/06, LN275/07, LN367/07, LN390/07, LN396/07, LN278/08 and LN123/10), and LN289/05 and LN72/2007 consolidated) establish a 30-day time-limit for appeals to be heard; and in case of constitutional proceedings a further time-limit of 30 days. Therefore, the entire process should now be completed within 60 days of arrest when an appeal takes place and 90 days when a constitutional case is filed.</u></p>
<p>6 - Consider amending the implementing law as regards the transposition of Article 17(7) of the Framework Decision, so as to bring domestic law in line with current practice (see 7.3.1.7).</p>	<p><u>Comment: Kindly note that the notification to Eurojust takes place as a matter of administrative practice.</u></p>

<p>7 - Prevent the absence/unavailability of one of the specialised officials dealing with EAW from hampering the execution of EAWs. In particular, the involvement and training of one or more Magistrates and prosecutors in the AG's office should be envisaged (see 7.3.1.10).</p>	<p><u>Comment: The Unit within the Office of the Attorney General is composed of 3 officials in charge of dealing with EAWs. This ensures that an official is always on call and available to deal with all requests for legal assistance.</u></p> <p><u>Moreover, any other lawyer within the Office of the Attorney General, as prosecutor, can handle any EAW proceeding. A roster system has ensured that to date there has never been a case where execution was hampered due to the unavailability of a prosecutor, magistrate or police officer trained to deal with EAWs.</u></p>
<p>8 - Update the Fiche Francaise in accordance with the latest amendments to the implementing legislation (see general conclusions).</p>	<p><u>Comment: Kindly note that an updated Fiche was sent in line with the evaluation recommendations in April 2008.</u></p>

<b>General information</b>	
<b>General Council recommendations 2009</b>	
Language flexibility	Maltese and English
Time limit for translated EAW	<i><u>Comment: Note that the time limit is of 48 hours. This is without prejudice to the fact that an Article 95 alert<sup>1</sup> is equiparated to an EAW.</u></i>
Provisional arrest	Yes 48 hours
Proportionality test	Person must be 'unlawfully at large'. In practice only for serious offenses. <i><u>Comment: The phrase 'unlawfully at large' has been interpreted by our courts to mean a person who has escaped from custody following conviction of an offence. It applies to all extraditable offences without distinction.</u></i>
Is it possible for a sought person to get (state paid) legal assistance provided by X in the following situations: (1) in X for the underlying X criminal proceedings when he is arrested in another Member State on the basis of a X EAW and (2) in another Member State, for the underlying criminal proceedings when he is arrested in X on the basis of an EAW of the other state? (X = state in the head of the relevant column)	(1) <u>Yes</u> <i><u>Justification: In Malta a person has a right to request legal aid in all proceedings on an EAW (vide Article 43 on Consent to Extra diction and Article 77 regarding Legal Aid in the Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN320/04 (as amended by LN224/06, LN275/07, LN367/07, LN390/07, LN396/07, LN278/08 and LN123/10), and LN289/05 and LN72/2007 consolidated)).</u></i> (2) No

<sup>1</sup> An Article 95 alert is an alert issued pursuant to Article 95 of the Convention of the 19 June, 1990 implementing the Schengen Agreement (CISA) of 14 June 1985.

Accessory surrender	<u>Comment: Kindly note that provided the offence is extraditable, accessory surrender can take place.</u>
Flagging	<del>No</del> <u>Yes</u> <u>Justification: The SIRENE Office flags Maltese alerts whenever requested to do so by any of the Schengen partners. The SIRENE Office only requests the flagging of foreign alerts after consultation with the Office of the Attorney General (for example in cases of non-extraditable offences, manifest ne bis in idem) or on the basis of a finding by the Court of Magistrates (Malta) of an impediment to extradition.</u>
Competent authority for Art 111 Schengen requests	<u>Comment: Note that the Office of the Data Protection Commissioner is the National Supervisory Authority, and therefore competent authority for Article 111 Schengen requests. Moreover, requests for access, deletion, update or correction of data may also be sent to the Commissioner of Police (Data Protection Officer) as the controller of data.</u>
Seizure and handover of property	yes
Principle of direct contacts	Yes
Integration of recital 12 in implementation law	Yes (non exhaustive), and 13
Dual criminality abolished for attempt and complicity	yes

4 months requirement	Cf FD
Regime for transfer back	Based on Framework Decision on the EAW
24/7 rota?	
In case of refusal of surrender for the execution of a sentence on the ground that the sought person has the nationality, or is a resident of the executing State, is execution of that sentence possible in the executing state when there is no dual criminality?	<u>Comment: This is not applicable.</u>
Age of criminal liability	9 yrs, adapted regime for minors from 9-14 and 14-18 years
Statistics	2007:yes
Website	Forms and guidelines on the practical application are electronically available
Competence ECJ	Yes

**Case law/preliminary questions: -**

<b>COM Implementation Report of 2007</b>	
<p>The Attorney General in MT is required to transmit and certify EAWs (in particular that the incoming request has come from an authority having the function of issuing arrest warrants in the requesting country), renunciations to the speciality rule, consents to further surrender to a third Member State and consents to further extradition to a third country. The Attorney General is also in charge of consenting to the issue of a EAW and lodging an appeal in respect of a person. Given the attributions of the Attorney General which are of an administrative nature as well as of a judicial nature, the Commission believes that MT has not properly transposed the Framework Decision.</p>	

<p>No deadline is provided for making the decision following the highest appeal (the MT Court of Criminal Appeal). Thus both the 60 and 90 day deadlines could in principle be exceeded.</p>	<p><u>Comment: Please be informed that Articles 27A, 32A, 33(3) of the Extradition (Designated Foreign Countries) Order (LN320/04 (as amended by LN224/06, LN275/07, LN367/07, LN390/07, LN396/07, LN278/08 and LN123/10), and LN289/05 and LN72/07 consolidated) impose the following time-limits:</u></p> <p><u>27A. The decision on surrender shall be taken by the court within one month starting on the day when the person in respect of whom the Part II warrant was issued was arrested. Matters arising before end of extradition hearing</u></p> <p><u>32A. The decision by the Court of Criminal Appeal shall be taken not later than one month starting on the day when an appeal is filed by the Attorney General or by the person in respect of whom the Part II warrant was issued.</u></p> <p><u>33. (1) Subject to the modification in subarticle (2) the provisions of article 21(2) of the relevant Act apply to surrender to a scheduled country. (2) Article 21(2) of the relevant Act shall apply as if for the words "fifteen days" therein there were substituted the words "seven days". (3) The decision on any proceedings as those described in article 21(2)(b) of the relevant Act shall be taken not later than one month starting on the day when the proceedings are instituted.</u></p>
<p>No obligation in The law to report breaches of time limits to Eurojust.</p>	<p>Breaches of time limits are reported to Eurojust as a matter of good practice</p> <p><u>Comment: Kindly note that this is handled administratively.</u></p>

<p>Article 21 – Competing international obligations</p> <p>MT legislation is contrary to this article.</p> <p>MT has provided that where there is a speciality condition imposed by a third state this constitutes a mandatory ground for refusal. In addition there is no provision to request the consent of the third state.</p> <p>However MT has informed the Commission that in practice, MT will always ask for a third state's consent. This may not be in line with the Framework Decision since refusal should only be possible once it is established that consent has not been given.</p>	<p><i><u>Comment: Please note that by means of LN367/07, Article 20 on Earlier extradition to Malta from country other than scheduled country, in the Extradition (Designated Foreign Countries) Order has been amended to read as follows:</u></i></p> <p><i><u>20. A person's return to a scheduled country is barred by reason of his earlier extradition to Malta from a country other than a scheduled country if, and only if, -</u></i></p> <p><i><u>(a) the person was returned to Malta from a country that is not a scheduled country, hereinafter in this article referred to as "the extraditing country";</u></i></p> <p><i><u>(b) under arrangements between Malta and the extraditing country, that country's consent is required to the person's being dealt with in Malta in respect of the extraditable offence under consideration;</u></i></p> <p><i><u>(c) after having been sought from the extraditing country immediately upon the person's return to Malta, consent has not been given on behalf of the extraditing territory to the person's return from Malta to the scheduled country in respect of the extraditable offence under consideration.</u></i></p>
---	---



<p>In relation to Article 23(2) MT has gone beyond the Framework Decision in its implementing law in specifying that the surrender is not allowed before 7 days from the arrest.</p>	<p><u>Comment: The time-limit set by Malta is there to ensure that if a person wishes to file an appeal or constitutional proceedings he/she is given sufficient time. Nothing prevents the waiving of the time-limit once a person consents to surrender to ensure that return takes place at the earliest.</u></p>
<p>MT has in transposing Article 23(4) allowed for discharge of the person as an alternative to postponement. The grounds for discharge (where it would be "unjust or oppressive" to extradite the person) are vague to contrast with the Framework Decision. The postponement of the surrender for humanitarian reasons is not specifically foreseen as it is for the hearing according to their legislation.</p>	<p><u>Comment: Please be informed that by means of LN224/06, reference to 'unjust and oppressive' as grounds of for discharge in Article 16 on Prescription in the Extradition (Designated Foreign Countries) Order has been deleted. Article 16 now reads as follows:</u></p> <p><u><b>16. A person's return to a scheduled country is barred by reason of prescription if prosecution for the offence in respect of which extradition is requested is barred by prescription according to the law of Malta and the acts constituting the offence for which extradition is requested fall within the jurisdiction of the Maltese criminal courts.</b></u></p>

<p>Art 29 MT has not transposed paragraph 4 on rights acquired in the property</p>	<p><u>Comment: Kindly note that this provision is governed by the general principles of civil procedural law. Moreover, Article 23 of the Criminal Code (Cap. 9) provides the following:</u></p> <p><u><b>23 (4)</b> Notwithstanding the provisions of subarticles (1) to (3), where the Attorney General communicates to a magistrate a request by a foreign authority for the return of an article obtained by criminal means for purposes of restitution to its rightful owner, the court may after hearing the parties and if it deems it proper so to act after taking into consideration all the circumstances of the case, order that the forfeiture of any such article shall not take place and that the article shall be returned to the requesting foreign authority.</u></p>
--	--

---